

Le mercenariat en Afrique au miroir de la Libye



Antonin TISSERON

Chercheur associé à l'Institut Thomas More, co-auteur du rapport *Pour une sécurité durable au Maghreb. Une chance pour la région, un engagement pour l'Union européenne* (avril 2010).

Le recours à des mercenaires par Kadhafi s'inscrit dans l'histoire du pouvoir libyen. Il renvoie cependant également aux réseaux tissés dans les années 1970 et 1980. Loin du mercenariat d'entreprise, l'Afrique abrite d'autres circuits que l'on risque fort de retrouver dans les conflits de demain, mobilisés par des États ou des groupes armés au gré des besoins, et suivant les connivences et les sociabilités.



Les violences en Libye ont attiré l'attention sur l'usage de mercenaires par le colonel Kadhafi et son clan. Alors que les défections de militaires et d'hommes politiques se sont multipliées, ces soldats de fortune apparaissent comme le dernier rempart d'un régime aux abois. Certains journalistes parlent de 30 000 hommes tandis que d'autres avancent le chiffre de 10 000 ou de 6 000 hommes. Les chiffres sont difficilement vérifiables, même si les hypothèses basses sont vraisemblablement plus proches de la réalité. Il va sans dire que le clan Kadhafi communique peu sur le sujet. Mais les rumeurs fusent chez les insurgés qui accusent le *guide* de « génocide » contre son peuple et, à Benghazi notamment, suspectent tous les Noirs d'être des mercenaires, alimentant une violence raciste dans la ville.

Kadhafi, un habitué du mercenariat

Si le recours à des mercenaires par Kadhafi entre en résonance avec l'usage croissant de combattants privés dans le monde, notamment de la part d'armées occidentales de moins en moins nombreuses, il s'inscrit en Libye avant tout dans l'histoire d'un pouvoir particulier.

Pour le dirigeant libyen, l'Afrique est un tout, une unité, dont les membres sont des alliés naturels pour combattre les ennemis communs (1). En 1971, des soldats libyens s'infiltrèrent dans la bande d'Aozou, au nord du Tchad. Un an plus tard, Kadhafi crée la Légion islamique, sorte de Légion étrangère libyenne chargée de défendre les intérêts libyens et la cause arabe en Afrique, en déstabilisant et renversant les gouvernements considérés comme hostiles. Des Touaregs et des membres de l'ethnie Zaghawa auraient été présents en nombre dans la Légion, qui est dissoute officiellement en 1987 après l'échec de la politique tchadienne libyenne. Dans un second temps, le régime révolutionnaire libyen, dopé par la montée du prix du baril de pétrole, se lance dans le soutien à des mouvements révolutionnaires. En 1982, il crée le Mathaba International, Centre libyen anti-impérialiste, chargé de prospecter dans les zones de tensions afin de déceler les marchés émergents du terrorisme international. Des agents libyens offrent des stages de formation à la guérilla et aux techniques terroristes à plusieurs mouvements, africains ou non.

Le recours à des mercenaires renvoie également à la « paranoïa » de Kadhafi – qui lui a permis de durer dans un milieu où les mœurs sont féroces –, et à la relation mêlant déception et défiance qu'il entretient avec son armée. En 1986, grâce aux pétrodollars, l'armée libyenne dispose de plus de trois mille chars et cinq cent chasseurs ou chasseurs bombardiers. Mais, tout comme l'armée irakienne, présentée lors de la guerre du Golfe de 1990-1991 comme la troisième armée du monde, celle-ci présente d'importantes carences opérationnelles. Les limites se révèlent lors de l'affrontement avec l'Égypte entre les 21 et 24 juillet 1977, durant laquelle une offensive terrestre libyenne est repoussée, avant que l'armée égyptienne n'occupe plusieurs villes frontalières en territoire libyen. En 1986, les Sukhoï 30 et les Mig 29 achetés auprès de l'Union Soviétique ne s'avouent guère plus utiles pour empêcher les Américains de bombarder plusieurs cibles dans le pays, au cours d'une mesure de rétorsion à la suite d'un attentat dans une discothèque berlinoise.

Cette difficulté à convertir l'argent du pétrole en compétence militaire est aggravée par la méfiance extrême de Kadhafi à l'égard des forces armées libyennes. Pour combattre les islamistes entre 1993 et 1998, le régime préfère mobiliser la garde révolutionnaire, à laquelle se joignent des mercenaires étrangers venus d'ex-URSS et d'ex-Yougoslavie, provoquant la stupeur des insurgés du Groupe Islamique Combattant en Libye (GICL).

Les réseaux de Kadhafi

Le journaliste italien Giampaolo Calchi Novati, de *La Repubblica*, estime que la plupart des mercenaires actuels de Kadhafi viennent du Tchad, de la Mauritanie, du Nigeria, de l'Algérie et de pays d'Afrique centrale, mais aussi des tribus libyennes restées fidèles au *guide* et des Balkans. Dresser une cartographie est toutefois délicat, certaines sources évoquant des Kenyans et des Guinéens. Le Polisario aurait aussi été sollicité pour fournir des combattants et le JEM (Mouvement pour la Justice et l'Égalité), le plus armé des groupes rebelles du Darfour, fournirait des hommes. La longue frontière entre le Tchad et la province rebelle de l'ouest du Soudan facilite les choses, tout comme la présence des deux côtés de cette frontière de membres de l'ethnie Zaghawa, celle du président tchadien Idriss Déby (2).

Les démentis succèdent aux affirmations selon lesquelles les États – et tout particulièrement le Tchad – ou mouvements rebelles auraient été sollicités et répondu de manière positive aux demandes de Kadhafi. Il est cependant difficile d'imaginer que l'envoi de combattants leur ait échappé, qu'ils aient choisi d'envoyer des soldats ou de fermer les yeux sur les déplacements même si, pour les opposants à ces régimes et mouvements rebelles africains, les accuser d'avoir envoyé des mercenaires est un moyen de les discréditer sur la scène médiatique internationale.

En tout cas, ce ne sont pas les miliciens et combattants en mal de cause qui manquent en Afrique, moins encore pour Kadhafi qui entretient des sociabilités anciennes et éprouvées avec des groupes armés et des dirigeants qu'il a soutenus. Moussa Koussa, chef des services de renseignement depuis 1994 et nommé ministre des Affaires étrangères libyen en mars 2009, possède de vastes réseaux qui lui permettent de nouer des relations avec des personnalités diverses. À l'occasion du 30^e anniversaire de la révolution libyenne, le 3^e Congrès du Mathaba International en août 2000 réunit les chefs d'État de la Namibie, du Zimbabwe, de l'Ouganda, du Burkina Faso, du Mali, de la Gambie, du Tchad, du Sénégal et de la Guinée-Bissau, ainsi que plusieurs délégations d'Amérique latine et quelques représentants de mouvements européens (3).

Les visages du mercenariat en Afrique

Derrière les péripéties d'un *leader*, ces recrutements font écho à une africanisation du mercenariat en Afrique. Dans les années 1990, les aventuriers des années 1960 à 1980 combattants contre le communisme, tel Bob Denard, font place à une nouvelle génération, le plus souvent d'origine africaine, complétée par des spécialistes européens notamment des pays d'Europe de l'Est.

Les conflits africains sont émaillés des interventions de ces « chiens de guerre ». Des anciens soldats des forces spéciales de l'armée sud-africaine font ainsi leurs preuves, en mars et avril 1993, dans la reconquête de la région pétrolière de Soyo au profit du gouvernement angolais. Dans la foulée, *Executive Outcomes* (4) est contractée pour former 5 000 soldats angolais de la 16^e Division des Troupes Spéciales à la contre-insurrection et mener des opérations spéciales contre les rebelles de l'Unita, dirigée par Jonas Savimbi. En 1997 dans l'ex-Zaïre, des mercenaires composés en majorité d'éléments sud-africains, togolais et angolais sont engagés par le président Joseph Mobutu contre la rébellion armée conduite par Laurent-Désiré Kabila. En 2002, des mercenaires libériens viennent épauler le régime du général Robert Gueï, en Côte d'Ivoire, puis la rébellion militaire dressée contre Laurent Gbagbo. Plus récemment, le capitaine guinéen Moussa Dadis Camara, évacué au Maroc car grièvement blessé à la tête en décembre 2009 lors d'un attentat, aurait recruté des mercenaires sud-africains et israéliens, très vraisemblablement pour former et encadrer ses propres hommes, voire mener des opérations clandestines.

À côté du mercenariat d'entreprise, de plus en plus encadré, Kadhafi rappelle qu'il existe un autre mercenariat, fondé sur des réseaux ethniques et transétatiques, nourri par la pauvreté et les conflits passés. Un mercenariat des basses œuvres qui repose sur une rétribution financière, mais aussi des connivences idéologiques et des relations anciennes, voire une identité commune. Nul doute d'ailleurs que certains d'entre eux trouveront à se réemployer entre les confins du Sahara occidental et du sahel soudanien, ou en d'autres régions du continent africain.

Antonin TISSERON

(1) Jean-Philippe Rémy, « La légion africaine de Kadhafi », *Le Monde*, 26 février 2011.

(2) Andrew Mc Gregor, « Have Darfur Rebels Joined Qaddafi's Mercenary Defenders? », 24 février 2011. En ligne : <http://www.jamestown.org><http://www.jamestown.org>.

(3) Voir <http://www.globalsecurity.org/intell/world/libya/mathaba.htm><http://www.globalsecurity.org/intell/world/libya/mathaba.htm>.

(4) La création d'*Executive Outcomes* en 1989 par Eeben Barlow, un ancien des opérations clandestines sud-africaines, marque une rupture avec la fin du mercenariat classique. La firme se présente en effet ouvertement comme une entreprise commerciale, dont la prestation est de faire la guerre ou d'y préparer. Blancs et Noirs s'y côtoient et travaillent ensemble.
